

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

NÎMES, le 20/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BAGNOLS DECAP**

Avenue de l'Hermitage  
30200 Bagnols-sur-Cèze

Références : 2023-02-167  
Code AIOT : 0006600440

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2023 dans l'établissement BAGNOLS DECAP implanté 148 avenue de l'Hermitage Z.A. de Berret 30200 Bagnols-sur-Cèze. L'inspection a été annoncée le 19/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BAGNOLS DECAP
- 148 avenue de l'Hermitage Z.A. de Berret 30200 Bagnols-sur-Cèze
- Code AIOT : 0006600440
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Le site industriel dont l'activité est le traitement de surface des métaux (inox, acier, aluminium) est autorisé depuis 1996. La société Bagnols Décap a acheté le site industriel en 2014.

Il est composé de 3 lignes de traitement des métaux : une dédiée au traitement de l'inox avec les deux cuves de 20 m<sup>3</sup> et 28 m<sup>3</sup>, une dédiée au traitement des aluminiums et une ligne dédiée au traitement des aciers.

L'ancienne cabine de peinture autorisée n'est plus exploitée et les installations d'application de peinture ont été démantelées et ne sont plus présentes sur le site.

La cabine de sablage n'est plus exploitée et seule l'une des deux cabines de microbillage est très ponctuellement utilisée.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification de la conformité des installations à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 juin 2022
- produits chimiques – vérification d'une fiche de données de sécurité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :



Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 3.1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.6	Susceptible de suites	Sans objet
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.5	Susceptible de suites	Sans objet
4	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Classement des ICPE	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 1.2.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection objet du présent rapport a permis de vérifier la mise en conformité des installations à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 juin 2022.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 12/05/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) : les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant de vérifier la compatibilité entre le lieu de stockage du produit nommé AVESTA 214 et les consignes de la fiche de donnée de sécurité qui prévoyait un stockage dans un endroit sec et bien ventilé. L'exploitant a indiqué que la ventilation naturelle présente dans le local de stockage s'avérait suffisante. Pour autant, afin d'améliorer la sécurité du stockage, un thermomètre avec une alarme asservie sera mise en place dans ce local, ainsi que, si cela s'avère possible, une remise en fonctionnement de ventilateurs déjà présents. L'exploitant transmettra, une fois les travaux réalisés les photographies et justificatifs des actions

réalisées.
Lors de la présente visite les fiches de données de sécurité des colorants SANODYE BLUE et SANODYE Red ont été consultées. Les conditions de stockages sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un schéma des réseaux de son site industriel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas établi de consigne d'exploitation permettant de garantir la vérification de mise à l'arrêt des systèmes de chauffage lors des fermetures quotidiennes et hebdomadaires du site. L'exploitant a désormais établi une instruction de mise en route et arrêt chaudière en date du 20 mai 2022 qui prévoit la mise à l'arrêt de la chaudière toutes les fins de journées travaillées. Cette instruction est affichée à proximité de la chaudière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



#### N° 4 : Bassin de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 6 mois à partir de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure du 16 juin 2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> Afin de déterminer les besoins en capacité de rétention des eaux d'extinction incendie en cas de sinistre, l'exploitant a sollicité l'avis du SDIS 30. Après visite de l'établissement, le SDIS 30 a préconisé un besoin en eau d'extinction incendie de 15 m3/h pendant 90 min. L'exploitant a donc établi son besoin en volume de confinement des eaux d'extinction incendie à partir de ce débit et de cette durée de sinistre. Ainsi : - pour l'atelier INOX, le volume devant être confiné sur site en cas de sinistre est évalué à 42.5 m3 (volume du plus grand réservoir + volume d'eaux d'extinction incendie) pour une capacité de rétention de 240 m3. - pour le local produit chimique, le volume nécessaire de confinement a été calculé à 26 m3 avec une capacité disponible existante de 24 m3. L'exploitant a donc fait réaliser dans le local produit chimique une barrière amovible, maintenue en position fermée en dehors des manipulations nécessaires, permettant d'ajouter un volume de rétention de 11 m3. La capacité désormais disponible est donc de 35 m3 et donc supérieure à celle nécessaire. - pour l'atelier ALU et ZING, la capacité de rétention nécessaire a été estimée à 27.2 m3 pour une capacité de rétention initiale de l'atelier de 26.4 m3. L'exploitant a donc fait procéder au rehaussement des murets périphériques du bâtiments pour augmenter la capacité de rétention du bâtiment. Par courriel du 20 février 2023, l'exploitant a transmis le calcul des rétentions disponibles considérant ce rehaussement ainsi que les photos des ouvrages maçonnés réalisés. La capacité de rétention de l'atelier alu/zing est désormais de 27,9 m3 et suffisante pour collecter les eaux d'extinction incendie de cet atelier. L'exploitant s'est donc conformé sur ce point aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 juin 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à la terre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 6 mois à partir de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure du 16 juin 2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre

conformément aux normes existantes.
<p><b>Constats :</b> Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté que le rapport de vérification des installations électriques mentionnait 25 non-conformités pour lesquelles l'exploitant n'avait pas établi de plan d'actions de mise en conformité.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 14 juin 2022 une fiche de suivi des non-conformités électriques qui fait apparaître la réalisation des travaux de mise en conformité.</p> <p>L'exploitant s'est donc conformé sur ce point aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 juin 2022.</p> <p>L'exploitant transmettra le prochain rapport de vérification des installations électriques à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Classement des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement au titre de la nomenclature ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Classement des installations au regard de la nomenclature ICPE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rubrique 3260 : 59,72 m3 - Régime de l'autorisation</li> <li>- Rubrique 2575 : 42 kW - Régime de la déclaration</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Lors de la précédente visite d'inspection, l'exploitant avait été questionné sur le classement de ses installations au regard des rubriques 4XXX de la nomenclature des ICPE.</p> <p>L'exploitant a présenté lors de la présente visite un recensement des matières dangereuses présentes sur son site et des mentions de dangers associées et une première identification des rubriques ICPE concernées. Le recensement est à finaliser pour actualiser le classement des installations au titre des rubriques ICPE. L'exploitant transmettra à l'inspection son tableau d'actualisation des rubriques ICPE une fois établi.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite